

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 03/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DEPOT BENNES SERVICE

Lieu-dit : Grandalisse Nord
291 impasse du Belvédère
69124 Colombier-Saugnieu

Références : UDR-SSDAS-24-143-LL
Code AIOT : 0006108405

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2024 dans l'établissement DEPOT BENNES SERVICE implanté Lieu-dit : Grandalisse Nord 291 impasse du Belvédère 69124 Colombier-Saugnieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEPOT BENNES SERVICE
- Lieu-dit : Grandalisse Nord 291 impasse du Belvédère 69124 Colombier-Saugnieu
- Code AIOT : 0006108405
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DÉPÔT BENNES SERVICES (DBS) exploite à COLOMBIER-SAUGNIEU une activité de tri,

transit et regroupement de déchets non dangereux, autorisée par arrêté préfectoral du 10 novembre 2009, modifié par arrêté préfectoral complémentaire (APC) en 2014 et 2017. L'exploitant a déposé en février 2024 un nouveau dossier de demande d'autorisation afin de régulariser sa situation administrative et accompagner son développement (l'exploitant prévoit d'atteindre 138 000 t/ an après 2025).

L'agrandissement effectué en 2022 s'est fait sur une parcelle soumise à une servitude d'utilité publique, datant du 18 mai 2010, en lien avec l'usage passé du site (enfouissement de déchets non dangereux (Parcelle ZS260p – Ex-ZS210p). Cette parcelle a été acquise par DBS courant 2018. L'enrobé comporte une pente de 3 % de façon à collecter l'ensemble des eaux de ruissellement dans le bassin prévu à cet effet, dont la capacité est passée de 1500 à 3100 m³. Ceci est conforme à la SUP, qui empêche par ailleurs d'établir des bâtiments et fondations sur cette parcelle. Un suivi piézométrique est maintenu au nord de cette parcelle.

Les principaux déchets que le site reçoit sont des déchets de chantiers du BTP et des «DIB » : déchets non dangereux non inertes des activités économiques. Il ne reçoit ni sous-produits animaux ni déchets putrescibles.

Le site comporte les installations suivantes :

- un immeuble de bureaux à l'entrée,
- une zone de tri de 8000 m², pour les gravats inertes, avec un broyeur concasseur,
- un bassin de rétention des eaux de ruissellement, d'une capacité de 3100 m³,
- un bassin de rétention des eaux pluviales de toiture, d'une capacité de 545m³,
- deux bâtiments de tri séparés par des installations de tri en extérieur,
- une nouvelle chaîne de tri ayant démarré fin 2022,
- une nouvelle plate-forme de stockage en enrobé d'une surface de 20 000 m² (extension 2022),
- un équipement de tri du bois d'œuvre (séparation de bois biomasse et bois-déchet en cabine de tri),
- un broyeur bois / végétaux,
- diverses alvéoles de stockage extérieur séparées par des murs de 7 m de hauteur.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- AN24 Trackdéchets RNDTS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Déclaration au registre national RNDTS	Autre du 28/12/2020, article R. 543-43-1.-II	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité des Terres excavéesContenu du registre chronologique	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Sans objet
2	Traçabilité des	Arrêté Ministériel du 31/05/2021,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	terres excavées / Entrants- Sortants	article 10	
4	Traçabilité des TEX - Caractère approprié des filières de valorisation	Autre du 10/02/2020, article L 541-7-1	Sans objet
5	Hauteur et volume de bois	AP de Mise en Demeure du 25/07/2023, article 1	Levée de mise en demeure
6	Capacité max de bois broyé / jour	Arrêté Préfectoral du 09/05/2017, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de vérifier le retour à la conformité s'agissant des quantités et hauteur de bois stockés.

Ainsi l'Inspection propose à Madame la Préfète du Rhône de lever la mise en demeure du 25/07/2023.

L'exploitant doit désormais utiliser pleinement les outils de traçabilité des déchets, en particulier le Registre (RNDTS). Il dispose de 3 mois pour démontrer la mise en place d'une procédure interne et du premier téléversement mensuel de données au registre, sans quoi des suites administratives pourront être activées sans besoin de nouvelle visite sur site.

Enfin, cette visite a permis un dialogue constructif avec l'exploitant en vu de la régularisation en cours devant être finalisée par arrêté préfectoral complémentaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des Terres excavées Contenu du registre chronologique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, TEX – Tenue registre chronologique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.</p> <p>Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'installation : - la date de réception ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p>

- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;
- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;
- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

d) Concernant l'opération de traitement :

- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

L'exploitant indique recevoir une grande quantité de terres issues de chantiers produisant moins de 500 m³ de terres excavées, donc exclues du périmètre d'application du RNDTS. Il prend

<p>surtout des terres polluées avec des éléments grossiers tels que plastiques, bois et plâtres et divers déchets solides.</p> <p>Certains clients lui demandent d'utiliser TRACKDECHETS pour la réception de terres sous code 17 05 04 (déchet non dangereux). L'Inspection rappelle que l'utilisation du RNDTS est de toute façon obligatoire pour les tonnages sortants du site vers leur exutoire final en ISDI ou ISDI+.</p> <p>L'exploitant indique n'avoir pas encore pu téléverser de données dans le RNDTS essentiellement pour des raisons d'incompatibilité de systèmes informatiques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La demande formulée au constat n°3 répond aux constats énoncés ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Traçabilité des terres excavées / Entrants-Sortants

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, TEX – Tenue registre chronologique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les informations contenues dans les registres visés aux articles 1er et 2 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des déchets, assurent la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants.</p> <p>Les informations contenues dans les registres visés aux articles 6 et 7 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des terres excavées et sédiments, assurent la traçabilité entre les lots entrants et les lots sortants.</p> <p>Les établissements réalisant une transformation importante des déchets, des terres excavées ou des sédiments, ne permettant plus d'en assurer la traçabilité, sont exonérées des obligations de traçabilité spécifiées aux deux premiers alinéas, uniquement si l'arrêté préfectoral fixant les prescriptions d'exploitation de ces installations le prévoit.</p> <p>Les informations contenues dans les registres visés aux articles 1er et 5 du présent arrêté, tenus par les personnes qui traitent des substances ou objets qui sont des déchets afin qu'ils cessent d'être des déchets conformément à l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, y compris pour les terres excavées et sédiments ayant le statut de déchets, permettent d'assurer la traçabilité entre les déchets entrants et les substances ou objets ayant cessé d'être des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare avoir reçu 13 179 t de terres entre le 1^{er} janvier et le 31 mai 2024. Or la consultation du RNDTS sur cette période ne montre aucune donnée téléversée par l'exploitant. De même pour les lots de terres et cailloux sortant sur la période (35 271 t).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La demande formulée au constat n°3 répond aux constats énoncés ci-dessus.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déclaration au registre national RNDTS

Référence réglementaire : Autre du 28/12/2020, article R. 543-43-1.-II
Thème(s) : Risques chroniques, TEX – Transmission au RNDTS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.</p> <p>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.</p> <p>La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.</p> <p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.</p> <p>La gestion du registre national des terres excavées et sédiments peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.</p> <p>Les données présentes dans le registre national des terres excavées et sédiments demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p>

Constats :
L'exploitant indique des difficultés informatiques pour téléverser ses données dans le RNDTS. L'Inspection rappelle que l'obligation est effective depuis janvier 2023 et qu'il s'agit de faire ce téléversement mensuellement pour le mois précédent.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Dans un délai de 3 mois, l'exploitant met en place une procédure interne signée de la direction puis procède à la mise en place effective du téléversement mensuel des données relatives aux terres excavées dans le RNDTS. Le 1 ^{er} téléversement intervient également dans cette période. L'exploitant transmettra à l'Inspection, à l'issue du délai imparti, les éléments de preuve nécessaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Traçabilité des TEX - Caractère approprié des filières de valorisation

Référence réglementaire : Autre du 10/02/2020, article L 541-7-1
Thème(s) : Risques chroniques, TEX – Conformité des exutoires
Prescription contrôlée :
Tout producteur ou, à défaut, tout détenteur de déchets est tenu de caractériser ses déchets et en particulier de déterminer s'il s'agit de déchets dangereux ou de déchets qui contiennent des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants, ou qui sont contaminés par certaines d'entre elles. (...)
Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu de fournir les informations nécessaires à leur traitement lorsque les déchets sont transférés à des fins de traitement à un tiers.
Constats :
L'exploitant indique se conformer aux exigences de l'exutoire auquel il confie ses déchets, par la voie du Certificat d'acceptation préalable. Les données du 1 ^{er} semestre 2024 montrent que l'exploitant fait appel à 2 installations de stockage ou de remblaiement de déchets inertes, l'une située dans le Rhône et la deuxième en Isère.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Hauteur et volume de bois

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/07/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée :

mettre en conformité, dans un délai d'un mois, son stockage de déchets de bois, dans la limite de 2030 m ³ en un ou plusieurs tas, ou bien dans la limite de 3 tas de 1000 m ³ chacun (annexe 1, rubrique 2714, de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2009 modifié susvisé) et dans tous les cas dans la limite des 6 mètres de hauteur (arrêté ministériel du 6 juin 2018 en son article 13 point IV),
Constats : Lors de la présente visite, les stocks de bois sont de l'ordre de 350 t et respectent les conditions de stockage et de hauteur prescrites.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection propose à Madame la Préfète de lever la mise en demeure du 25/07/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Capacité max de bois broyé / jour

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2017, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
Prescription contrôlée : Rubrique 2791 : maximum de 70 t / j de bois broyé
Constats : L'objet du contrôle est de vérifier le respect par l'exploitant de la limite quantitative de son arrêté, fixée à 70 t / jour. L'exploitant annonce recevoir jusque 10 000 t de bois par an, réceptionné en tant que déchet de bois. A cela s'ajoute une part de bois dans les déchets reçus en mélange, que l'exploitant extrait soit à la réception du déchet, soit dans son installation de tri mécanique. Sur une base de 10 % de bois dans 80 000 t de DAEND, on arrive à 8000 t de bois, soit 18 000 t. Toutefois, le broyage n'est pas systématique. La capacité de regroupement de déchets non dangereux de bois, avant et après traitement égale à 3 000 m ³ , ce qui équivaut à environ 600 t de bois potentiellement prêt à passer dans le broyeur. L'analyse du fonctionnement horaire de l'équipement de broyage sur les sept dernières années d'exploitation, montre une utilisation moyenne de 450 h / an, soit 2 h par jour, sur la base de 220 j/ an. Cependant cette donnée fournie par l'exploitant ne tient pas compte de l'augmentation du tonnage annuel. D'autre part la capacité du broyeur DOPPSTADT 2560 est donnée pour 30 t /heure ce qui peut rapidement conduire à dépasser, sur une journée, la quantité maximum prescrite. Un APC est en cours d'écriture par l'Inspection, qui prévoit un reporting spécifique d'usage du broyeur bois, afin de vérifier que l'exploitant reste sous le seuil prescrit par jour ouvré, les

variations quotidiennes ne dépassant pas les 70 t / j malgré les importantes variations de stock.

Type de suites proposées : Sans suite